

## PLAN DE RELANCE

### Et en région ?

*Les Unions régionales et départementales de l'UNSA sont parties prenantes des discussions et du co-pilotage des comités territoriaux du suivi du plan de relance nouvellement installés.*

*Chloé Bourguignon, Secrétaire régionale de l'UNSA Grand-Est, région très touchée lors de la 1<sup>ère</sup> vague de Covid-19, témoigne de l'importance du dialogue social territorial dans le cadre de la crise.*

### Quels sont les impacts de la crise sanitaire sur l'emploi et la formation dans ta région ?

La crise impacte fortement l'emploi : le nombre de chômeurs de catégorie A est en augmentation de 9,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre et ce chiffre monte à 12,4 % pour les jeunes de moins de 25 ans qui sont les plus touché-es. Les secteurs les plus impactés sont l'industrie, le commerce, la construction et l'hôtellerie-restauration. Lors du premier confinement, certaines formations ont été suspendues ou ralenties, l'impact est un peu moins important depuis la rentrée.

### Comment l'UNSA Grand Est est associée à la concertation « Emploi-Formation » et notamment au plan « #1 jeune 1 solution » ?

Une conférence sociale territoriale a été lancée en juin, de façon conjointe par l'État et le Conseil régional, et l'ensemble des partenaires sociaux sont impliqués. Trois groupes de travail ont été lancés dans ce cadre, dont un spécifiquement sur les questions d'emploi et de formation des jeunes, co-piloté par l'UNSA. L'objectif de ces groupes est de faire un constat partagé sur la situation au niveau régional et d'élaborer des propositions concrètes sur lesquelles les participant-es pourront continuer à travailler dans les mois à venir. Sur le plan « #1jeune 1solution » nous sommes informé-es, mais pas associés au pilotage.

Selon toi, le dialogue social régional est-il un échelon pertinent dans le cadre du plan de relance ?

L'échelon régional pourrait être pertinent, cependant nous faisons souvent face à une absence de dialogue social structuré à ce niveau ou à un dialogue social de mauvaise qualité, y compris dans les instances régionales thématiques comme le Crefop. En Grand Est, l'État et le Conseil régional travaillent

depuis cette année de façon conjointe, ce qui a permis l'adoption d'un plan de relance régional et une communication plus cohérente sur les mesures mises en œuvre. De nombreuses collectivités se sont mobilisées rapidement dès le printemps pour trouver des solutions à leur échelle permettant de limiter les impacts sanitaires, sociaux et économiques de la crise. Du point de vue de l'interprofessionnel régional, on voit que les déclinaisons du Plan de relance ont été pensées au niveau national et sont mises en œuvre par des services souvent débordés, et au niveau du Grand Est nous ne sommes pas réellement associés.

## Quels sont les leviers pour construire un dialogue social renouvelé dans les territoires ?

Dans le Grand Est, il n'y avait pas ou peu de dialogue social régional et la crise sanitaire a été une occasion de tester une nouvelle façon de fonctionner entre partenaires sociaux, dans un cadre quadripartite. Une impulsion des préfetures, que cela soit au niveau régional ou départemental, est importante pour un dialogue social de qualité, avec des réunions régulières et suivies. L'articulation entre des réunions plus techniques, avec les services de la DIRECCTE par exemple, et des réunions plus politiques avec la préfeture et le Conseil régional, permettent de traiter les sujets en profondeur tout en rappelant notre vision et nos valeurs. Les échanges intersyndicaux sont aussi des leviers importants pour faire avancer nos idées et œuvrer pour le progrès social : nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout, mais notre capacité à mettre en avant nos points de convergence, particulièrement en temps de crise, permettent aux syndicats de peser et de défendre les travailleurs et les travailleuses.